

«La suite en RDC dépendra de l'Église et des pays voisins»

La RDC semble s'engager vers une transition démocratique, avec la victoire «provisoire» de Félix Tshisekedi. Mais les résultats sont contestés par l'opposition et l'Église.

VINCENT GEORIS

Mercredi, 23h00. La télévision congolaise RTNC prend l'antenne depuis la commission électorale (Ceni). Plus de 80 millions de Congolais attendent depuis deux semaines le nom du vainqueur de l'élection présidentielle à un tour reportée depuis trois ans, dans un pays coupé du monde et d'Internet.

Pendant deux heures, on entend parler procédures électorales et glorifier les machines à voter. Vers une heure, le président de la Ceni, Corneille Nanagaa, déboule et lance la lecture interminable des résultats des élections locales face aux journalistes médusés.

L'exercice dure deux longues heures. Le couperet tombe devant un public trop épuisé pour réagir. Félix Tshisekedi est proclamé vainqueur «à titre provisoire» de cette élection présidentielle.

Le fils de l'opposant historique Étienne Tshisekedi remporte plus de 7 millions de voix (38,7%). Son rival, Martin Fayulu, 6 millions et Emmanuel Ramazani Shadary, le dauphin du président Joseph Kabila, 4 millions. À peine 18 millions d'électeurs ont voté, sur les 40 millions que compte le pays. Les élections ont été reportées dans quatre circonscriptions comptant 1,2 million d'électeurs, des fiefs de Martin Fayulu.

L'écart entre Tshisekedi et Fayulu est d'environ 600.000 voix. «C'est faible, et cela paraît un peu hâtif de déclarer Félix Tshisekedi vainqueur sans attendre les derniers résultats», dit un observateur. Du reste, il semble que l'UDPS ne dispose pas de la majorité au parlement, avec une quarantaine de sièges sur 500 il faudra trouver des alliances.

Depuis plusieurs jours, Kinshasa est sous tension. La police antiémeute a été déployée. On craint l'explosion.

Le premier à tirer est le favori du scrutin, l'homme d'affaires Martin Fayulu. «Les résultats n'ont rien à voir avec la vérité des urnes», dit-il sur les ondes de Radio France Internationale (RFI), parlant de «putsch électoral».

Pendant ce temps, Félix Tshisekedi, rend hommage à Joseph Kabila, en qui il voit un «partenaire de l'alternance démocratique».

Réunion du Conseil de sécurité

Très vite, la contestation s'amplifie. Dans la capitale, les pro-Fayulu prennent la rue, crient leur colère. Les partisans de Félix Tshisekedi, souvent originaires du Kasai, font éclater leur joie. À l'est du pays, dans les fiefs de Martin Fayulu, des heurts entraînent la mort de deux policiers et deux civils. «On nous a volé la victoire», crient les partisans de Fayulu à Kisangani (nord-est).

À New York, le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres appelle les parties prenantes à s'abstenir «d'actes violents». Une réunion du Conseil de sécurité, où la Belgique dispose d'un siège depuis début janvier, se tiendra ce vendredi pour évaluer la situation.

La France remet les résultats en cause. «Il semble bien que les résultats proclamés ne soient pas conformes aux résultats que l'on a pu constater ici ou là», lâche le ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian.

La Belgique, attendue au tournant dans son ancienne colonie, reste mesurée. «Nous avons un certain nombre de doutes que l'on doit vérifier et qui feront l'objet de débats dans les prochains jours au sein du Conseil de sécurité», explique le ministre des Affaires étrangères et de la Défense, Didier Reynders.

La Commission européenne prend acte de cette contestation et appelle au calme.

Les évêques du Congo contestent les résultats dans un communiqué. Ils «ne correspondent pas aux données collectées par notre mission d'observation», dit la Cenco, la conférence épiscopale, s'appuyant sur ses

40.000 observateurs. Sans révéler ces données qui, d'après des sources diplomatiques, sont favorables à Martin Fayulu.

La première transition démocratique du Congo a eu lieu. À l'actif du président Kabila, les urnes ont remplacé les armes. Mais les rumeurs de manipulation se font persistantes, de même que celles attestant un accord entre Tshisekedi et Kabila.

«La suite dépendra de l'Église et des pays voisins. Si la Cenco décide de se battre pour les résultats des urnes, Tshisekedi pourrait être renversé», dit Bob Kabamba, professeur en sciences politiques à l'Université de Liège et spécialiste de l'Afrique. «Le rôle des pays voisins sera également déterminant. La

Zambie, l'Angola, le Rwanda et l'Afrique du Sud ont intérêt à ce que la région reste pacifiée». L'Afrique du Sud confirmait cette analyse en s'abstenant de contester et en appelant au calme.

Pour Bob Kabamba, il n'est pas impossible que Joseph Kabila ait conclu un accord avec Félix Tshisekedi, lui garantissant la présidence du sénat. Il deviendrait le numéro deux du pays, un scénario à la Poutine, qui permettrait à Kabila de revenir au pouvoir lors des prochaines élections, l'interdiction de se représenter n'existant que pour deux mandats consécutifs.

Enjeux économiques

L'enjeu de cette transition est vital pour le peuple congolais, l'un des plus pauvres de la planète, alors que son sol regorge de minerais comme le cobalt, le cuivre et le tantale, prisés par l'industrie électronique. Le processus électoral est très suivi par les géants miniers comme Glencore, les analystes n'excluant pas une remontée des prix dans les semaines à venir si le prochain président durcit la politique taxatoire de Joseph Kabila.

Félix Tshisekedi aurait donné des apaisements à ce sujet lors de la campagne et son accord avec Kabila laisse entendre une volonté de statu quo. «Mais l'intérêt des miniers serait de voir arriver Martin Fayulu (NDLR: un ancien directeur d'ExxonMobil), habitué à traiter avec l'industrie», dit Bob Kabamba. L'avenir de millions de Congolais, dont la plupart vivent avec un euro par jour, est plus que jamais en jeu.

«Si la Cenco décide de se battre pour les résultats des urnes, Tshisekedi pourrait être renversé.»

BOB KABAMBA
PROFESSEUR
À L'UNIVERSITÉ
DE LIÈGE